

T-01-2002

**Recension de textes pertinents :  
Économie sociale, développement de  
l'emploi et insertion au Québec**

par Louis Favreau, sociologue, Chaire de  
recherche en développement communautaire  
(UQÀH) et Geneviève Huot, ARUC-ÉS

janvier 2002



**COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE**

**ISBN : 2-89276-224-3**

## PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier :

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : [www.aruc-es.uqam.ca](http://www.aruc-es.uqam.ca).

Benoît Lévesque  
Directeur

Nancy Neamtan  
Codirectrice

## Table des matières

<a href="#"><u>Introduction</u></a> .....	1
<a href="#"><u>Thème 1 : Économie sociale et Insertion socio-professionnelle</u></a> .....	3
<a href="#"><u>Thème 2 : Économie sociale, Emploi et Développement économique</u></a> .....	12
<a href="#"><u>Thème 3 : Économie sociale et Développement local et régional</u></a> .....	19
<a href="#"><u>Thème 4 : Économie sociale et Mouvements sociaux</u></a> .....	25
<a href="#"><u>Thème 5 : Économie sociale et Microfinance</u></a> .....	39
<a href="#"><u>Thème 6 : Économie sociale et Politiques publiques de l'emploi et de l'insertion</u></a> .....	44
<a href="#"><u>Bibliographie par auteur</u></a> .....	49
<a href="#"><u>Bibliographie par thème</u></a> .....	53
<a href="#"><u>Sites Internet</u></a> .....	57

## **Introduction**

La question de l'emploi est devenue une des principales préoccupations de la plupart des groupes sociaux de même que des pouvoirs publics à partir de la fin des années 1980, notamment à partir de l'initiative du Forum pour l'emploi (1989). L'insertion, la lutte à l'exclusion, la revendication d'emplois de qualité, la formation de la main-d'œuvre sont autant d'enjeux qui ont depuis fortement mobilisé la société civile québécoise. Au cœur de cette mobilisation, des revendications émergent concernant la forme que devraient prendre les politiques publiques. On s'adresse alors à l'État pour qu'il modifie ses pratiques et ses politiques. Simultanément, divers acteurs collectifs ont proposé des solutions où ils sont appelés à jouer un rôle accru, où ils prennent en charge une partie des besoins. Ainsi, des réponses aux problèmes de l'emploi ont pris forme au sein de la mouvance de l'économie sociale. Le territoire d'enracinement des acteurs sociaux prend alors plus d'importance qu'on ne le soupçonnait dans les réponses apportées.

Au cours des années 1990, un certain nombre de chercheurs se sont intéressés à ces questions. Les recherches qu'ils ont réalisées leur ont permis de produire articles et ouvrages qui exposent les expériences étudiées et les enjeux qui leur sont reliés. En se basant sur celles-ci, ils ont aussi pu bâtir des réflexions plus globales sur la question de l'emploi, sur l'économie sociale, sur les politiques publiques et sur le développement local et régional. Simultanément et parfois en collaboration avec des chercheurs, des intervenants directement concernés par ces questions dans leur travail quotidien ont aussi écrit des textes basés sur les expériences qu'ils vivaient.

Ce répertoire rassemble une cinquantaine de résumés de textes issus d'une sélection à l'intérieur d'une bibliographie de plus de 300 références. Cette bibliographie sélective et commentée réunit les titres des cinq dernières années principalement et s'en tient pour l'essentiel à la production québécoise sur la question. Les résumés sont réunis autour de six thèmes : économie sociale et insertion socioprofessionnelle; économie sociale, emploi et développement économique; économie sociale et développement local et régional; économie sociale et mouvements sociaux; économie sociale et microfinance; et économie sociale et politiques publiques liées à l'emploi et à l'insertion. Les textes qui

ont été résumés (articles de revues, livres, chapitres de livres, cahiers de recherche, articles de journaux, etc.) permettent de prendre connaissance d'expériences réalisées de même que des réflexions qu'on peut en tirer. Ils concernent surtout la situation du Québec, mais certains portent aussi sur ce qui se fait ailleurs, ce qui permet d'avoir une vision plus large des questions abordées et des réponses qui peuvent y être données. Les textes servent à connaître ce qui existe et à prendre le recul nécessaire par rapport à ce qui a été fait pour pouvoir en tirer des enseignements. Ce répertoire a été conçu pour les intervenants qui travaillent sur la question de l'emploi, tout particulièrement pour ceux qui interviennent en insertion. Il aide à situer leur travail dans un cadre plus global. Il permet aussi de réfléchir au devenir des interventions et aux actions à entreprendre.

**Louis Favreau et Nancy Roy, coresponsables**

**Chantier d'activités partenariales**

**Emploi et insertion, ARUC en économie sociale**

## **Thème 1 : Économie sociale et Insertion socio-professionnelle**

### **Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières<sup>1</sup>**

Ce livre s'adresse particulièrement à ceux qui, dans leur travail quotidien, cherchent des solutions à l'exclusion sociale et économique et aux problèmes de développement local. Il s'intéresse à l'économie sociale de façon à voir si elle peut apporter des solutions aux problèmes des communautés en difficulté. Comme il trace un portrait de ce qui s'est fait en la matière depuis 20 ans au Québec, il permet de prendre un recul par rapport aux expériences vécues et de montrer qu'il existe des liens entre les pratiques. Il suggère ainsi que les actions locales se situent dans un mouvement d'ensemble et que l'approche québécoise, contrairement à l'approche américaine par exemple, strictement néolibérale et palliative, est de nature collective et offensive. Il s'intéresse aussi à l'enjeu du financement, montrant que les outils financiers originaux qu'on trouve au Québec (comme le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) par exemple) sont souvent partie prenante de stratégies de développement local et d'économie sociale. Se gardant de trop d'optimisme, il présente aussi les limites de ces dispositifs. L'ensemble de ce livre s'appuie sur des recherches menées pendant cinq ans dans plusieurs régions du Québec portant sur les initiatives d'insertion et sur la capitalisation des économies locales et régionales. La notion de filière qui est employée signifie que les acteurs prenant part aux pratiques examinées sont non seulement en lien avec les réseaux des mouvements sociaux, mais sont aussi insérés dans des dispositifs impliquant le service public. En terminant, les auteurs proposent un questionnement portant sur l'influence que les actions de terrain ont ou peuvent avoir sur le modèle de développement du Québec.

---

1. Comeau, Yvan, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell. 2001. *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 302 p.

## **Développement économique communautaire, économie sociale et intervention<sup>2</sup>**

Ce livre s'adresse particulièrement aux intervenants sociaux, dont la profession évolue puisqu'elle s'exerce désormais dans un cadre non plus seulement étatique, mais aussi communautaire. Il se base sur des recherches faites en travail social et en sociologie économique durant une dizaine d'années. Il est composé de cinq chapitres, développant chacun une idée. Alors que le livre partait sous presse, les idées qui y sont développées gagnaient en légitimité dans le cadre du Sommet économique et social qui battait son plein. La première de ces idées est que la société vit une triple crise (crise de l'emploi, de l'État-providence et des communautés). Pour la résoudre, trois courants se sont développés avec chacun leurs alternatives: le courant néolibéral, le courant social-étatiste et le courant solidaire. Les auteurs mettent en relief ce dernier courant qui pourrait conduire à un renouvellement de l'État-providence, renouvellement davantage axé sur la décentralisation des politiques publiques et la co-production de services avec les collectivités locales et régionales. La deuxième idée est que, face à la crise, une nouvelle forme d'intervention dans les communautés locales a émergé : le développement économique communautaire (DÉC). Le DÉC est un processus de planification à long terme qui comprend des dimensions économique, locale, communautaire, sociale et politique. La troisième idée est qu'il y a une multitude d'initiatives relevant du DÉC. Pour l'appuyer, des études de cas de même qu'une typologie des initiatives sont présentées. Le quatrième chapitre s'intéresse aux politiques publiques d'insertion sociale de façon à comprendre comment le renouvellement des rapports entre les communautés locales et les pouvoirs publics peut contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement. Le dernier porte sur les conditions pour que le DÉC passe de l'expérimentation à l'institutionnalisation.

---

2. Favreau, Louis et Benoît Lévesque. 1996. *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p.

### **Insertion des jeunes, organisation communautaire et société : l'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec<sup>3</sup>**

Ce livre s'adresse à tous ceux qui travaillent ou s'intéressent à l'insertion des jeunes adultes. Il établit des liens entre les pratiques d'insertion et leur analyse. Il fait le point sur des notions théoriques concernant l'insertion et illustre la problématique à l'aide de l'exemple original du Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais (CJEO) qui est à l'origine d'un réseau de près d'une centaine de CJE sur tout le territoire du Québec. Dans le premier chapitre, l'auteur trace l'historique de la crise économique qui a suivi le choc pétrolier de 1973 et montre les conséquences qu'elle a entraînées sur l'intégration sociale des jeunes. Le deuxième s'intéresse aux réponses que les mouvements sociaux ont apportées à cette crise, particulièrement au Québec et au Canada. L'auteur y montre que le mouvement communautaire québécois devient un acteur reconnu et il analyse ses rapports à l'État, aux entreprises privées, aux syndicats et aux collectivités locales. Le troisième chapitre se penche sur les conditions d'émergence du CJEO. Le quatrième expose trois des programmes du CJEO, jugés particulièrement intéressants : 1) Option Travail Outaouais (OTO) qui est le premier programme adopté par le CJEO. Il concerne l'employabilité; 2) Choisir et Réussir qui est destiné aux décrocheurs scolaires; 3) Enjeu Outaouais qui est un programme d'insertion axé sur l'entrepreneuriat. Le cinquième et dernier chapitre propose une réflexion sur les enjeux futurs des CJE : rapport à l'État, utilité en insertion et inscription dans un mouvement communautaire de développement local. Le livre se termine par la proposition d'un nouveau mécanisme d'insertion socioéconomique permettant une meilleure intégration sociale.

---

3. Assogba, Yao. 2000. *Insertion des jeunes, organisation communautaire et société : l'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 153 p.

### **Une entreprise d'insertion dans le domaine de l'environnement : l'expérience de l'Atelier du Chômeur du Bas-Richelieu inc.<sup>4</sup>**

Depuis les années 1980, l'agglomération de Sorel-Tracy est aux prises avec une crise de l'emploi manufacturier qui a eu un impact positif sur le dynamisme communautaire. L'Atelier du Chômeur est l'une des initiatives issues de ce dynamisme. Ce cahier reprend les principaux éléments permettant de saisir son originalité : contexte d'émergence, secteur d'activité, acteurs présents, dimension organisationnelle, dimension institutionnelle, synthèse des résultats et perspectives anticipées. Cette entreprise poursuit une quadruple mission : l'insertion des jeunes, la réponse aux besoins de la population en difficulté, la création d'emplois locaux et la protection de l'environnement. Pour la remplir, elle emploie des jeunes en difficulté qui exercent des activités de collecte, de récupération et de recyclage de vêtements, de meubles, d'appareils électroménagers et d'objets domestiques qui sont revendus à prix modique à la population du territoire. Ses multiples réalisations montrent qu'elle a su devenir une entreprise d'insertion solvable. Pour l'avenir, elle prévoit changer son mode d'organisation en scindant ses activités et en créant trois nouvelles corporations.

---

4. Beaudoin, Lucie et Louis Favreau. 2000. *Une entreprise d'insertion dans le domaine de l'environnement : l'expérience de l'Atelier du Chômeur du Bas-Richelieu inc.*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 37 p.

**«Entre l'exclusion et l'insertion :  
les entreprises d'insertion  
au Québec»<sup>5</sup>**

Les données qui sont présentées dans cet article viennent d'une étude réalisée par le Collectif des entreprises d'insertion en 1995. Vingt-six entreprises ont participé à cette étude. L'article est divisé en deux parties. L'une décrit les entreprises d'insertion et l'autre propose une analyse sur leur impact et leur avenir. La description indique qu'elles participent au développement des communautés où elles sont implantées. Elles se distinguent des autres initiatives pour les sans-emploi en s'adressant aux plus démunis, en intervenant auprès d'eux par l'intégration à une activité économique et en mettant l'accent sur la formation. Elles connaissent un taux de réussite très élevé et ce, malgré leur manque de financement. L'analyse fait ressortir leur impact social et leur importance au sein des communautés. L'avenir est envisagé avec un certain optimisme car elles devraient bénéficier d'un soutien pouvant faire diminuer leur fragilité. Finalement, sur la question de la participation de ces entreprises à un projet global de développement, on lit qu'elles font partie des nouveaux acteurs réfléchissant sur le développement socioéconomique en s'inscrivant dans une logique de développement économique communautaire et local.

---

5. Bordeleau, Danièle. 1997. «**Entre l'exclusion et l'insertion : les entreprises d'insertion au Québec**» dans Comeau, Yvan (dir.). *Économie et Solidarités*, vol. 28, no., 2, p. 75 à 93.

## «L'insertion sociale par l'économique»<sup>6</sup>

Ce numéro d'Économie et Solidarités est consacré à l'insertion. Dans l'éditorial, qui s'intéresse à l'économie sociale comme projet de développement, on lit que la gestion technocratique de l'État de même que les propositions néolibérales ne sont pas adaptées pour répondre aux problèmes de l'exclusion. L'économie sociale est alors envisagée comme une alternative issue des mouvements sociaux. Le deuxième texte présente la problématique de l'exclusion et les approches d'insertion. Il s'intéresse aux possibilités et aux limites de l'insertion par l'économique tout en la situant méthodologiquement et historiquement. Par la suite sept pistes d'orientations stratégiques sont proposées pour soutenir le développement d'un Secrétariat d'État à l'action communautaire que le gouvernement du Québec venait tout juste de créer. Trois articles suivent, présentant autant de pratiques d'insertion : 1) les régies de quartier françaises, expériences où on voit les habitants agir sur la transformation de leur milieu de vie, ce qui tranche avec la vision d'un État, seul responsable de l'insertion et seul animateur de la société civile; 2) Défi-Autonomie, un programme qui, selon l'étude exploratoire exposée, aide les exclus du marché du travail à redevenir des citoyens à part entière; 3) les entreprises d'insertion au Québec qui se distinguent des autres initiatives pour les sans-emploi en s'adressant aux plus démunis et en mettant l'accent sur la formation. Enfin, nous trouvons un texte sur le Centre d'initiative pour l'emploi local dans Lotbinière, le CIEL, qui vise à lutter contre le chômage et à revitaliser la région en prêtant de petites sommes à des entrepreneurs de 18 à 30 ans.

---

6. Comeau, Yvan (dir.). 1997. «L'insertion sociale par l'économique», *Économie et Solidarités*, vol. 28, no, 2, 199 p.

## **La lutte des places : insertion et désinsertion<sup>7</sup>**

Ce livre aborde l'exclusion et la désagrégation du lien social. D'entrée de jeu, on y lit que, dans la lutte des places, l'individu solitaire lutte contre la société pour y retrouver un statut social. La première partie du livre analyse l'ensemble des facteurs économiques, sociaux et symboliques de l'exclusion. La deuxième s'intéresse à la désinsertion à travers des récits de vie. Elle fournit deux explications de ce processus : 1) l'explication microsociologique qui prétend que l'exclusion qui touche les plus démunis en font des objets passifs incapables d'y résister; 2) l'explication psychosociologique qui permet de rendre compte de la diversité de l'origine des exclus et d'un certain potentiel de résistance. La troisième partie propose une typologie des stratégies employées face à la désinsertion : stratégies de contournement, de dégagement et de défense. La quatrième partie traite des réponses institutionnelles données au problème de désinsertion. Les auteurs présentent une analyse critique des institutions chargées de ce problème. Selon eux, celles-ci sont elles-mêmes productrices d'exclusion ou, au mieux, elles gèrent l'exclusion plutôt que de la combattre. Ils concluent en disant que le problème de l'exclusion ne peut pas trouver de solution économique car il n'y a pas de perspective de plein emploi. Il faut alors préconiser la redistribution des ressources de même que l'instauration de nouvelles normes de consommation et de vie et une réévaluation de la valeur accordée au travail et aux activités non rémunérées.

---

7. Gaulejac, Vincent de et Isabel Toada Léonetti. 1994. *La lutte des places : insertion et désinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer, 287 p.

## **Contre l'exclusion : Repenser l'économie<sup>8</sup>**

Ce livre regroupe les seize communications et deux commentaires qui ont été présentés au colloque annuel de l'Association d'économie politique tenu en octobre 1994 à Montréal. Une hypothèse générale s'en dégage : l'exclusion serait le résultat non seulement d'une répartition inégale de la richesse, mais aussi de la stratégie employée pour gérer cette inégalité. Ainsi, face à la crise du fordisme (modèle où tous les citoyens accèdent au marché de la consommation), ce qui renforce le marché intérieur et soutient la production nationale, les États adopteraient une stratégie néolibérale où ils se soumettraient aux normes financières des instances transnationales, portant un coup dur à leurs politiques sociales. Devant cette hypothèse pessimiste, l'ouvrage suggère qu'il est possible d'adopter d'autres stratégies ce qui nécessite de repenser l'ensemble de l'économie. L'économie solidaire se dessine alors comme une voie de recomposition sociale. Le livre est divisé en cinq parties : les quatre premières réunissent les communications tandis que la dernière présente les commentaires. La première partie propose une remise en question de l'économie conduisant à reconstruire la société sur des principes de solidarité et de développement durable. La deuxième expose que l'exclusion du marché du travail entraîne une dévalorisation sociale et un éloignement des cercles sociaux où l'on peut accéder à des emplois permanents et bien rémunérés. La troisième présente les principes de l'économie solidaire de même que quatre études de cas où on constate le potentiel et les limites de ceux-ci. La quatrième s'intéresse aux rapports entre l'État et la société civile. Finalement, les commentaires proposent que la reconstitution des sociétés ne peut pas se faire sans luttes politiques, ce qui demande de repenser l'État en même temps que l'économie.

---

8. Klein, Juan-Luis et Benoît Lévesque. 1995. *Contre l'exclusion : Repenser l'économie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 319 p.

## **Les pratiques d'insertion au Québec. Le processus d'institutionnalisation vu à partir d'une monographie du Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais<sup>9</sup>**

Ce cahier est un mémoire de maîtrise en travail social. La recherche présentée a été réalisée selon une méthode qualitative. Elle est basée sur une étude de cas, celle du Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais (CJEO). Dans sa partie théorique, le mémoire expose la problématique de l'exclusion et de l'insertion de même que le cadre conceptuel utilisé pour étudier le processus d'institutionnalisation. Ce cadre comprend cinq indicateurs : les conditions d'émergence de l'organisme, la professionnalisation des salariés, la bureaucratisation, les modalités de financement et l'interface avec les pouvoirs publics. La partie basée sur le cas du CJEO retrace l'itinéraire de cet organisme et analyse son processus d'institutionnalisation. À partir des hypothèses formulées en début de recherche, le mémoire tire deux conclusions en se basant sur le cas du CJEO. La première est que les organismes communautaires, comme le CJEO, vont au-delà de leur mission d'insertion et participe à un renouvellement des pratiques sociales. La seconde est que l'institutionnalisation est une stratégie qui assure la pérennité des organismes.

---

9. Beaudoin, Lucie (sous la dir. de Louis Favreau). 2000. *Les pratiques d'insertion au Québec. Le processus d'institutionnalisation vu à partir d'une monographie du Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 174 p.

## Thème 2 : Économie sociale, Emploi et Développement économique

### «Les coûts du chômage au Canada»<sup>10</sup>

Ce résumé les propos tenus par les auteures à un colloque portant sur le thème des obstacles au plein emploi qui a eu lieu à Ottawa en 1994. Elles s'intéressent aux coûts du chômage car elles croient qu'ils sont grandement sous-évalués et que cela entraîne de l'inertie dans la lutte à ce problème social. Ainsi, ce texte contient la description d'une méthode, développée par l'économiste américain Arthur Okun, pour calculer les coûts économiques collectifs du chômage. On y trouve aussi une section sur les inefficacités économiques du chômage qui sont décrites comme des effets défavorisant l'innovation et la recherche de l'excellence. Ensuite, il identifie la précarité, l'insécurité et les inégalités comme les principaux impacts socioéconomiques du chômage. En conclusion, les auteures rappellent que la lutte à l'inflation s'est souvent faite par des politiques monétaires restrictives qui nuisaient au plein emploi. Elles préconisent alors des interventions plus ciblées plutôt qu'une politique large pour lutter contre le chômage.

---

10. Bellemare, Diane et Lise Poulin-Simon. 1998. «**Les coûts du chômage au Canada**», dans P. Paquette et M. Seccareccia (dir.), *Vers le plein emploi. À la mémoire de Lise Poulin-Simon*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p.177-196.

## **L'économie sociale et le plan d'action du Sommet sur l'économie et l'emploi<sup>11</sup>**

Ce document présente les résultats d'une recherche portant sur l'évaluation du plan d'action d'économie sociale adopté lors du Sommet socioéconomique de 1996. Celui-ci décrit en détails les 365 entreprises de la nouvelle économie sociale (centres de la petite enfance, aide à domicile, coopératives forestières...) ayant répondu à un questionnaire portant sur les divers aspects, économiques, sociaux et institutionnels de leur développement. Ces entreprises ont 8 705 employés. Parmi les aspects étudiés, retenons entre autres les conditions de travail : pour toutes ces entreprises dans la NÉS, le salaire moyen se compare avantageusement avec ceux de la TPE de même taille. De plus, les écarts salariaux entre les hommes et les femmes sont moins importants que dans la TPE traditionnelle.

---

11. Comeau, Y. et alii. 2001. *L'économie sociale et le plan d'action du Sommet sur l'économie et l'emploi*, Centre des services communautaires, Université Laval, 277 p.

## **La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent<sup>12</sup>**

Ce livre réunit les textes des présentations faites lors du 51<sup>e</sup> congrès des relations industrielles de l'Université Laval tenu à Québec en 1996. Il propose quatre voies pour aborder la crise de l'emploi : 1) la prise de conscience des bouleversements socioéconomiques associés à cette crise; 2) une réflexion sur les enjeux sociaux, économiques et politiques liés à la question de l'emploi et du chômage; 3) l'exploration de scénarios pour sortir de cette crise; 4) un questionnement sur les réformes à envisager pour les institutions. Un document contenant des données sur l'emploi avait été distribué aux participants. Il fait l'objet de la première section et ses principaux éléments se trouvent en annexe. La deuxième section contient quatre textes qui sont des témoignages de représentants de groupes sociaux particulièrement touchés par la crise. La troisième propose trois voies pour sortir de la crise. La quatrième présente ainsi trois points de vues sur le scénario à privilégier. La cinquième est un questionnement sur la démarche nécessaire pour choisir les meilleures pistes de sortie de crise. La sixième présente les pistes privilégiées par quatre représentants d'acteurs sociaux. La septième partie est une synthèse en trois points.

---

12. Laflamme, Gilles, Paul-André Lapointe, Alain Larocque, Jacques Mercier, Sylvie Morel et Fernand Morin (dir.). 1997. *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 266 p.

### «**Démocratisation de l'économie et économie sociale**»<sup>13</sup>

Ce chapitre présente un scénario radical pour sortir de la crise de l'emploi. Celui-ci se distingue de la voie sociale-démocrate (appelé aussi fordiste ou providentialiste) et de la voie libérale. Il est original en ce qu'il propose une réarticulation de l'économique et du social et un renforcement de la démocratie qui devrait mener à l'établissement d'une économie plus solidaire. Il entend requestionner le capitalisme et non l'éliminer. Il repose sur l'idée que le chômage et l'exclusion relèvent davantage du politique que de l'économique. Ce scénario s'appuie sur des expérimentations sociales qui ont été étudiées par plusieurs chercheurs au Québec et ailleurs, dont l'auteur. Le texte commence par faire une analyse de la crise de l'emploi et par présenter les limites des deux scénarios traditionnels. Dans une seconde section, il décrit le scénario préconisé.

---

13. Lévesque, Benoît. 1997. «**Démocratisation de l'économie et économie sociale**» dans Laflamme, Gilles; Paul-André Lapointe, Alain Larocque, Jacques Mercier, Sylvie Morel et Fernand Morin (dir.). 1997. *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 87 à 123.

## **Qualité de l'emploi et micro-entreprises soutenues par la microfinance<sup>14</sup>**

Ce rapport de recherche présente les résultats d'une enquête menée en 1999 auprès de 22 entreprises de moins de 10 employés ayant bénéficié d'un financement initial non traditionnel d'au moins 50 000 \$. Le rapport présente les difficultés de l'évaluation de la qualité des emplois dans la très petite entreprise. La définition ne s'en tient pas à la seule définition sur la base d'indicateurs matériels à l'effet qu'un bon emploi offre un régime de retraite, un salaire convenable et des heures de travail inférieures à la moyenne. Il doit aussi fournir une satisfaction à ceux qui le font. Selon l'étude réalisée, il ressort que la satisfaction au sujet des salaires est relativement faible, mais que l'introduction des autres critères tels que l'autonomie du travail change la situation. Le rapport s'intéresse aussi à la question du travail indépendant et fait ressortir que, même si en moyenne, les travailleurs indépendants ont un revenu moins élevé que la moyenne, on est loin des clichés simplistes faisant du travail autonome et dans les TPE (très petites entreprises) des emplois précaires et de mauvaise qualité. Le rapport se termine par une réflexion portant sur la place et le rôle des micro-entreprises dans le développement économique et social.

---

14. Paquet, Renaud et Louis Favreau et al. 2000. *Qualité de l'emploi et micro-entreprises soutenues par la microfinance*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 35 p.

### «Le Forum pour l'emploi : histoire et perspectives»<sup>15</sup>

Le Forum pour l'emploi est une concertation nationale qui a réunit près de 1600 personnes en novembre 1989. Il avait été précédé par douze forums régionaux. Cet article relate chronologiquement l'histoire du Forum, de ses origines jusqu'à son suivi. Il en propose un bilan et fait ressortir son originalité par rapport à d'autres démarches de concertation. Il se termine par les défis et perspectives de ce forum. Le bilan dressé est préliminaire puisque plusieurs retombées ne peuvent être évaluées qu'à long terme. Il fait toutefois ressortir que l'objectif initial a bien été rencontré. Celui-ci était de faire changer les mentalités et les valeurs concernant l'emploi de façon à rapprocher les groupes concernés par cette question. L'article relève particulièrement deux axes de travail qui attendaient alors le Comité de parrainage du Forum pour que la synergie développée autour du développement de l'emploi garde sa ferveur : la réflexion et la concertation sur des dossiers nationaux liés à l'emploi et la promotion et d'initiatives locales et régionales de concertation. On trouve, en annexe, la déclaration du Comité de parrainage du Forum pour l'emploi qui contient les principes de base d'une action commune pour l'emploi.

---

15. Payette, Michel. 1992. «Le Forum pour l'emploi : histoire et perspectives», *Interventions économiques pour une alternative sociale*, no. 24, p. 99 à 117.

## **Une troisième voie pour le travail<sup>16</sup>**

Ce livre présente le travail comme une nouvelle question politique. Il va au-delà du débat pour ou contre la fin du travail. Il invite à définir collectivement quel travail nous voulons et dans quelle société. Pour ce faire, il propose une vision de l'économie qui se base sur trois pôles : le marché, l'État et un troisième pôle à redécouvrir qui est celui de la société civile et de la réciprocité. La première partie du livre dresse brièvement l'historique du travail, partant de la nécessité de la liberté du travail et menant à l'invention du travail salarié. La deuxième partie présente les trois principales positions sur l'avenir du travail : a) sacrifier l'emploi pour diminuer le chômage; b) combattre l'effritement du salariat en préservant des garanties sociales qui y sont liées; c) envisager la fin du travail. La troisième partie s'intéresse au travail aujourd'hui. Elle traite de sa tertiarisation, de la réduction du temps de travail et de la démocratisation du travail par l'économie solidaire. Cette économie se base sur des engagements citoyens. Elle permet ainsi à des solidarités locales et internationales de se développer. La quatrième partie fait le lien entre l'économie plurielle (composée des trois pôles État, marché et société civile) et la politique du travail. Le livre se termine par une insistance à reconnaître une dimension politique à la question du travail, cette dimension devant conduire à avoir des modalités de travail qui permettent un engagement dans l'espace public.

---

16. Laville, Jean-Louis. 1999. *Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de Brouwer, 217 p.

### **Thème 3 : Économie sociale et Développement local et régional**

#### **«Délestage tapageur ou décentralisation tranquille»<sup>17</sup>**

Pour la première fois en 1999, l'annuaire Fides/Le Devoir comportait une partie consacrée aux régions. L'article de Serge Côté dresse un portrait de la politique locale et régionale du Québec. Ce texte fait le point sur les transformations du monde municipal et régional survenues en 1997 et 1998. L'auteur souligne qu'elles ont été accompagnées de l'apparition de nouveaux outils servant à l'action locale et régionale. Parmi ceux-ci, les Centres locaux de développement (CLD) apparaissent avec le mandat de soutenir le développement économique, passant surtout par le soutien à l'entrepreneuriat. Ils épousent généralement le découpage des MRC, ce qui consacrent ces territoires infra-régionaux comme les nouveaux lieux d'intervention du gouvernement du Québec. L'auteur note que la distinction entre les CLD et les MRC permet qu'il n'y ait pas seulement des acteurs municipaux qui participent au fonctionnement des CLD. Les Centres locaux d'emploi (CLE) font aussi leur apparition. Ils ont comme rôle d'appliquer les politiques de la main-d'œuvre sur un territoire se rapprochant de celui des MRC. Les CLD et les CLE sont présentés comme autant de signes d'une volonté de décentralisation laquelle se fait cependant à la pièce. Cela pose la question de l'arrimage avec les autres niveaux territoriaux : municipal, métropolitain et régional, surtout dans un contexte où les fusions municipales sont à l'ordre du jour.

---

17. Côté, Serge. 1999. «**Délestage tapageur ou décentralisation tranquille**» dans *Québec 1999*, Fides / Le Devoir, p. 341 à 350.

## **Action collective et décentralisation<sup>18</sup>**

Ce livre est constitué des actes du colloque de la section *Développement régional* du congrès de l'ACFAS tenu à l'Université McGill en mai 1996. Il traite de la décentralisation dans une perspective globale qui inclut la redéfinition des rôles joués par les collectivités territoriales dans le développement. La décentralisation n'est pas appréhendée seulement comme un processus administratif prédéterminé par l'État. Elle est aussi présentée comme un mouvement où les acteurs sociaux présentent des revendications et participent alors à la définition de nouvelles régulations territoriales. L'introduction s'intéresse aux nouveaux dynamismes régionaux. Les textes suivants sont réunis autour de trois thématiques : la décentralisation comme modalité de gestion du social, la région comme théâtre de mobilisation et l'énergie et les ressources comme enjeux de développement. En conclusion, un texte expose que l'État-nation se transforme sans toutefois perdre tout pouvoir et que des indicateurs permettent de voir la région comme un lieu de régulation du social qui gagne de l'importance.

---

18. Côté, Serge, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx (dir.). 1997. *Action collective et décentralisation*, Rimouski, GRIDEQ / GRIR, Université du Québec à Rimouski / Université du Québec à Chicoutimi, 258 p.

## **Espaces en mutation<sup>19</sup>**

Ce livre est constitué d'un échantillon des communications présentées lors du colloque de la section *Développement régional* du congrès de l'ACFAS tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières en mai 1997. L'objet principal de ce colloque était la compréhension des nouveaux contextes du développement régional. Les textes des communications retenues sont regroupés selon trois thèmes. Le premier concerne les lignes d'évolution du développement des régions. À cette époque, les Centres locaux de développement étaient en voie d'implantation. Ils sont ici présentés comme des nouveaux dispositifs de planification. Le deuxième thème est la capacité des chercheurs à penser les milieux et le développement. Le troisième s'intéresse aux acteurs en mouvement dans le développement régional qui façonnent les cadres de développement et contribuent à créer des outils économiques et politiques nouveaux.

### **«Le Projet Angus: une expérience novatrice de mobilisation locale au cœur de Montréal»<sup>20</sup>**

Cet article rend compte des efforts de mobilisation développés par une communauté locale de Montréal dans le but de réindustrialiser une partie de l'ancien corridor industriel qui longe son territoire. La première partie décrit le contexte et le projet de développement de Rosemont-Petite Patrie; la seconde s'attache aux grandes lignes de l'étude entreprise sur les systèmes locaux de production. Enfin, la troisième partie dégage les liens existant entre les modèles locaux de développement et l'intervention préconisée par les promoteurs du Projet Angus dont la CDÉC locale avait été l'initiatrice.

---

19. Côté, Serge et Marc-Urbain Proulx (dir.) 1998. *Espaces en mutation*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, Université du Québec à Chicoutimi, 189 p.

20. Fontan, J.M. et C. Yaccarini. 1996. «**Le Projet Angus: une expérience novatrice de mobilisation locale au cœur de Montréal**» *Économie et Solidarités*, vol. 28, numéro 1, Presses de l'Université du Québec, Québec, p. 65 à 82.

## **Le développement et l'aménagement des régions fragiles : à l'ère des mutations globales<sup>21</sup>**

Ce livre est constitué d'un échantillon des communications présentées lors du colloque de la section *Développement régional* du congrès de l'ACFAS tenu à l'Université d'Ottawa en mai 1999. Ce colloque s'est bâti autour de l'idée de régions fragiles où la fragilité peut s'observer dans divers domaines : économique, institutionnel, environnemental, culturel, identitaire, démographique et technologique. Dans un monde en mutation, la fragilisation concerne alors presque toutes les régions de la planète. Le livre est constitué de deux parties. La première aborde les nouveaux environnements, les nouveaux cadres de pensée et les nouveaux enjeux démocratiques. À travers l'analyse de plusieurs pratiques, cinq textes y présentent un questionnement sur le renouveau des politiques publiques d'aménagement et de développement. La seconde partie s'intéresse aux efforts de dynamisation du tissu socio-économique misant sur des cultures et des réseaux de coopération. Les quatre textes qui y sont réunis présentent des cas de territoires qui portent un projet intégrateur.

---

21. Lafontaine, Danielle et Nicole Thivierge (dir.) 2000. *Le développement et l'aménagement des régions fragiles : à l'ère des mutations globales*, Rimouski, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, 149 p.

## **Répertoire des groupes de ressources techniques en Économie sociale au Québec<sup>22</sup>**

Ce répertoire présente les Groupes de ressources techniques (GRT) du Québec par région et par MRC. Il vise à permettre un échange d'information entre les différents intervenants de l'économie sociale et à faire valoir l'expertise des GRT auprès des Centres locaux de développement. Il comprend une présentation du Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire de même qu'une introduction où les GRT sont décrits comme des organismes non gouvernementaux qui accompagnent les entrepreneurs collectifs à toutes les étapes de leurs projets. Il contient aussi un mode d'emploi dans lequel la spécificité de certains GRT est expliquée. Enfin, il est constitué de la présentation des GRT dans dix-sept régions du Québec. Ce répertoire existe sur papier et sur une base de donnée informatisée.

---

22. Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire. 1999. *Répertoire des groupes de ressources techniques en Économie sociale au Québec*.

## **Portrait de l'économie sociale au Bas-St-Laurent<sup>23</sup>**

Ce livre présente les résultats d'une recherche menée au Bas-St-Laurent à la demande du Comité régional d'économie sociale (CRES). Cette recherche visait d'abord à décrire premièrement le contexte socioéconomique de la région, puis l'économie sociale. Le portrait s'est fait sur la base du découpage par MRC. Elle cherchait aussi à sensibiliser les acteurs sociaux à l'économie sociale et à obtenir leur vision à ce sujet. Elle avait aussi comme objectif de dégager des indicateurs de rentabilité sociale et d'identifier des stratégies de développement pour l'économie sociale. Les résultats sont regroupés en cinq chapitres. Le premier est consacré à la nature de l'économie sociale qui apparaît comme un facteur de cohésion sociale. Le deuxième s'intéresse à l'appartenance des acteurs à l'économie sociale. Le troisième décrit quatre entreprises d'économie sociale tandis que le quatrième est consacré à dresser un portrait quantitatif de l'économie sociale. En conclusion, les auteurs parlent de l'économie sociale comme d'une force économique importante ayant cependant plusieurs défis à relever. Parmi ceux-ci, il y a le renforcement de la connaissance mutuelle entre les coopératives et les organismes à but non lucratif de même que l'établissement d'une meilleure articulation entre la ville (principalement Rimouski) et le Haut-pays. Enfin, le financement apparaît comme un enjeu important pour lequel l'État a un rôle important à jouer.

---

23. Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2000. *Portrait de l'économie sociale au Bas-St-Laurent*, Rimouski, GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 118 p.

## **Thème 4 : Économie sociale et Mouvements sociaux**

### **«Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat»<sup>24</sup>**

Ce chapitre propose une interprétation de l'évolution du mouvement populaire et communautaire au Québec. Plutôt que de découper l'histoire en périodes précises, il identifie trois générations d'organisations. La continuité entre ces générations repose sur la présence constante d'une double demande : demande de services collectifs et demande de démocratisation de ces services. Les générations se distinguent en fonction de la forme des compromis qui s'installent autour de cette demande. Les trois générations sont : a) les comités de citoyens orientés vers la revendication du droit à la dignité. Ils adressent des demandes aux pouvoirs publics pour que des solutions aux problèmes sociaux soient mises en place à l'intérieur des institutions existantes. Ils prennent de l'importance dans les milieux urbains principalement dans la période 1965-1970 et dans les milieux ruraux dans la période allant de 1970 à 1975; b) les groupes populaires qui s'imposent surtout dans la décennie 1975-1985. Ils cherchent à résoudre eux-mêmes des problèmes et créent des collectifs qui offrent des services; c) les groupes communautaires axés sur le développement de partenariats avec les autres acteurs sociaux (État, entreprises privées, syndicats). Ils deviennent prépondérants vers la fin des années 1980, notamment avec les groupes communautaires en santé et en services sociaux et les Corporations de développement économique communautaire (CDÉC). En conclusion, les auteurs invitent les groupes communautaires à se mobiliser pour faire valoir un point de vue fort dans la négociation de nouvelles règles avec les autres acteurs sociaux.

---

24. Bélanger, Paul, R. et Benoît Lévesque. 1992. «**Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat**» dans G. Daigle et G. Rocher (dir.) *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 713 à 747

### «Économie sociale : éclairage sur un concept méconnu»<sup>25</sup>

L'auteur part du constat que la notion d'économie sociale est méconnue et comporte des ambiguïtés. Elle a ainsi été utilisée pour désigner différentes réalités. Cet article décrit l'évolution du concept d'économie sociale à travers trois significations principales : l'économie sociale comme discipline scientifique, l'économie sociale comme secteur et la nouvelle économie sociale. Les termes «économie sociale» ont d'abord été utilisés par Gide et Walras, des économistes qui voulaient créer une discipline universitaire se distinguant du modèle économique dominant. Cela ne se fera pas et le concept prendra une autre signification : celle d'un secteur qui est étudié par différentes disciplines. Elle ne désignera plus des idées économiques, mais des faits économiques concrets. Elle réfère alors à des organisations (coopératives, associations, etc.) qui fonctionnent selon des règles différentes de la logique économique dominante. Les chercheurs les étudient souvent en raison d'un intérêt porté au secteur économique où elles sont (agriculture, assurance, etc.). Depuis une vingtaine d'années, l'effondrement des économies planifiées et la montée de l'exclusion ont poussé les chercheurs à s'intéresser à l'économie sociale dans son ensemble et à étudier son projet politique. On voit alors apparaître les travaux sur l'économie solidaire, l'économie plurielle, le développement économique communautaire. Selon l'auteur, cette nouvelle économie sociale est appelée à se développer. Le texte est construit en présentant les travaux rattachés aux coopératives et ceux liés aux organisations à but non lucratif.

---

25. Bidet, Éric. 2000. «Économie sociale : éclairage sur un concept méconnu», *Économie et Solidarités*, vol. 31, no 2, p. 64-81.

### «**Italie. L'impressionnant développement des coopératives sociales**»<sup>26</sup>

Ce chapitre est divisé en cinq sections. La première porte sur le marché du travail et les politiques de l'emploi en Italie. On y lit que ces politiques ont été axées sur le problème du chômage des jeunes. La deuxième section est consacrée aux mesures visant les travailleurs défavorisés de même qu'à l'émergence des coopératives sociales. Nous y apprenons que, face à l'insuffisance des politiques nationales, les collectivités locales se sont dotées de mesures particulières, dont font partie les coopératives sociales. Leur premier objectif était donc de créer des emplois pour les personnes handicapées. Leur développement a été freiné jusqu'en 1991, au moment où la législation leur a reconnu le droit d'avoir plusieurs catégories de membres : les bénévoles et les usagers. Ce droit leur a été attribué car on a reconnu qu'elles ne servaient pas seulement leurs membres, mais aussi l'intérêt général de la collectivité. Dans la loi, deux catégories de coopératives sociales ont été distinguées : celles qui offrent des services sociaux, de santé ou éducatifs et celles qui visent l'insertion au travail de personnes défavorisées. La troisième section présente des chiffres sur les coopératives sociales d'insertion tandis que la quatrième présente une évaluation de l'efficacité de l'insertion par le travail. En conclusion, l'auteur insiste sur la nécessité de bien définir le rôle des coopératives d'insertion et de tisser des liens entre elles et les entreprises et organisations de travailleurs. L'histoire des coopératives sociales en Italie est riche d'enseignements puisqu'elles sont les premières à avoir pu reconnaître plusieurs catégories de membres.

---

26. Borzaga, Carlo. 1998. «**Italie. L'impressionnant développement des coopératives sociales**» dans Defourny, Jacques, Louis Favreau et Jean-Louis Laville. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 99 à 126

## Osons la solidarité<sup>27</sup>

*Osons la solidarité* est un texte important dans l'histoire de l'économie sociale au Québec. Il s'agit du rapport du Groupe de travail sur l'économie sociale qui a été préparé pour le Sommet sur l'économie et l'emploi d'octobre 1996. Ce groupe était composé de partenaires sociaux issus du mouvement des femmes, du mouvement communautaire, du milieu culturel, de l'entreprise privée, d'Hydro-Québec, du Mouvement Desjardins, des organisations syndicales, du Conseil de la coopération du Québec et du Conseil permanent de la jeunesse. Le rapport nous informe d'abord sur la composition du groupe de travail ainsi que sur l'énoncé de son mandat, de ses objectifs et de sa démarche. Il contient une section décrivant le modèle québécois d'économie sociale. On y trouve une définition de l'économie sociale axée sur l'entrepreneuriat collectif. Le rapport comprend ensuite une explication de trois enjeux déterminants. La section suivante est consacrée à la description de huit voies de développement potentielles pour l'économie sociale. Des projets pratiquement tous prêts à démarrer sont rattachés à chacune. Ceux-ci ont été retenus en raison soit du nombre d'emplois qu'ils créent, soit de leur impact structurant sur les milieux, soit de leur façon innovante d'entreprendre. Une description plus détaillée de chacun est faite en annexe. Une autre section expose les conditions nécessaires pour assurer le développement de l'économie sociale. Avant d'arriver aux conclusions et recommandations, le rapport parle de la nécessité de mettre en place une structure qui fera le suivi après le sommet. Celle-ci deviendra le Chantier de l'économie sociale.

---

27. Groupe de travail sur l'économie sociale. 1996. *Osons la solidarité*, Montréal, Sommet sur l'économie et l'emploi.

## **De nouveau nous osons...**<sup>28</sup>

Cinq ans plus tard, le Chantier de l'économie sociale sort un deuxième rapport qui fait le point sur le modèle de développement auquel il veut contribuer. Il montre bien les enjeux existant autour de l'économie sociale au Québec. Dans la première section, il situe l'économie sociale au cœur d'une économie plurielle, c'est-à-dire au sein d'une économie composée du marché, de l'État et de la société civile. La deuxième section expose le cadre théorique sur lequel s'appuie la position du Chantier. La troisième trace un état de la situation concernant les enjeux, l'institutionnalisation de même que la situation de l'économie sociale ailleurs dans le monde. La quatrième section intitulée : «Osons la solidarité phase II», expose un nouveau plan d'action pour développer l'économie sociale. On y trouve des pistes visant à consolider certains secteurs et d'autres qui suggèrent le développement de nouveaux créneaux. Cette section souligne l'importance de la capitalisation et d'une évaluation juste de l'économie sociale. La dernière section parle de la nécessité d'inclure l'économie sociale dans un projet de société. Ce projet doit viser la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion. Il doit s'inscrire dans une perspective de développement durable et de développement local. Il doit aussi promouvoir la démocratie de la vie en société.

---

28. Chantier de l'économie sociale. 2001. *De nouveau nous osons...* Document de positionnement stratégique, Montréal, 28 p.

## **Les entreprises et les organisations du troisième système : un enjeu stratégique pour l'emploi<sup>29</sup>**

Ce document est le rapport final d'une recherche menée pendant deux ans (1997 à 1999) dans les quinze pays de l'Union européenne. Cette recherche poursuivait deux objectifs :

1. Faire un état des lieux du Troisième système en réalisant quatre inventaires : un sur les études significatives existant sur le sujet, un sur les types d'entreprises et d'organisations, un sur les structures de support et un sur les politiques de soutien.
2. Analyser les dynamiques de l'emploi à l'intérieur du Troisième système et proposer une définition européenne de celui-ci.

Le rapport final est constitué de six chapitres : un chapitre consacré à chacun des quatre inventaires, un à la définition du Troisième système et un aux recommandations en matière de politiques publiques. Une définition large a été retenue, de façon à représenter les différentes spécificités nationales. Il s'agit de l'ensemble des coopératives, mutuelles, associations volontaires et fondations. Les recommandations comprennent l'amélioration des structures fédératives, le soutien à l'innovation, la mise en réseau et la mise en lumière du rôle de l'entrepreneur. Concernant les politiques publiques, la reconnaissance politique apparaît fondamentale. De plus, il convient de réfléchir sur les choix à faire entre des mesures de solvabilisation de la demande et d'autres qui passent par des contrats entre les pouvoirs publics et les organisations. Enfin, il apparaît que les mesures qui subventionnent l'emploi ne sont pas à préconiser car elles engendrent la précarité de l'emploi.

---

29. Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative. 2000. *Les entreprises et les organisations du troisième système : un enjeu stratégique pour l'emploi*, Liège, CIRIEC, 144 p.

## **Développer l'économie solidaire : Éléments d'orientation**<sup>30</sup>

Le premier document a servi de source de réflexion et a alimenté la débat sur l'économie sociale au sein de la CSN en suscitant des réactions diverses. Il a été produit suite au 57<sup>ème</sup> congrès de la CSN où un ensemble de mesures était proposé pour sortir le Québec d'une crise profonde de l'emploi. L'économie sociale, en répondant à des besoins socio-économiques non comblés par le marché ou par l'État, apparaissait alors comme un lieu où des emplois pouvaient être créés. La question des emplois pouvant être créés dans le secteur des besoins sociaux, de la culture et de l'environnement est donc à la base de cette réflexion. D'autres éléments s'y ajoutent cependant : les questionnements sur la réforme de la sécurité du revenu et sur la revalorisation du rôle de l'État. Le texte revient sur les problèmes de l'emploi, du chômage et de l'exclusion. Il identifie ensuite les besoins non comblés et propose une définition de l'économie sociale et solidaire. Il parle aussi des conditions à mettre en place pour que cette économie puisse se développer. Il se termine par l'identification des enjeux que cela suscite pour la CSN. Parmi les exemples d'entreprises qu'on y trouve, il n'y a pas de coopératives mais surtout on y rend compte d'abord des initiatives plus récentes, celles de la nouvelle économie sociale (NÉS). Par la suite, cette vision de l'économie sociale a été modifiée au sein de la CSN.

---

30. Aubry, François et Jean Charest. 1995. *Développer l'économie solidaire : Éléments d'orientation*, Montréal. CSN, 50 p.

### **Nos outils collectifs<sup>31</sup>**

Le second document présente les outils d'intervention économique que la CSN a contribué à mettre sur pied dans le but de travailler au maintien et à la création d'emplois au Québec. Ces outils sont : le Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi du Québec, les caisses d'économie, les coopératives de travail, les coopératives de travailleurs actionnaires, Bâtirente qui est un RÉER collectif, Fondation qui est le fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi. Le document présente aussi les partenariats entretenus par la CSN avec un vaste réseau d'acteurs préoccupés par la question de l'emploi au Québec. Il complète bien le premier dans la mesure où il rend compte des initiatives propres à la CSN dans la création d'organisations et d'entreprises d'économie sociale (ACEF, caisses d'économie, Fondation...).

---

31. CSN. 1996. *Nos outils collectifs*, Montréal, CSN (Service de l'information de la CSN), non paginé.

## **Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international<sup>32</sup>**

Cet ouvrage collectif résulte de recherches menées pendant trois ans dans huit pays européens de même qu'au Québec. Il contient neuf portraits nationaux bâtis à partir d'une grille commune portant sur : l'évolution du marché du travail et des politiques publiques qui y sont liées; l'analyse des retombées des initiatives associatives et coopératives d'insertion; l'analyse de l'interface entre ces initiatives et les politiques publiques d'insertion; l'identification des conditions aidant ou nuisant à ces initiatives; l'identification de pistes d'avenir. Suite à la présentation de ces portraits, le livre propose des éclairages théoriques sur le rôle des entreprises d'insertion, la participation sociale et les formes plurielles d'insertion et l'économie sociale revisitée à la lumière de l'insertion. L'ouvrage montre que l'insertion par l'économie n'est pas seulement le résultat de mesures adoptées par les pouvoirs publics, mais vient pour beaucoup d'initiatives associatives et coopératives. L'insertion serait alors liée à une nouvelle économie sociale (NÉS) qui s'exprime différemment au sein des divers modèles de développement. En conclusion, les auteurs identifient trois avenues de développement pour l'insertion par l'économie et la NÉS. Il s'agit de la formation d'une économie intermédiaire non monétaire; de la constitution d'un secteur d'utilité sociale où les biens et services produits ont une utilité collective et où des emplois sont occupés par des personnes fortement défavorisées; de la construction de nouveaux rapports entre solidarité et territoire qui s'appuient sur une perspective plus volontariste. Finalement, les auteurs soulignent le risque de trop opposer ces approches. Pour éviter ce piège, ils préconisent la reconnaissance et l'inscription dans une économie plurielle.

---

32. Defourny, Jacques, Louis Favreau et Jean-Louis Laville. 1998. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, 372 p.

**«Ficelles : une expérience d'économie sociale mise en œuvre par un collectif de femmes»<sup>33</sup>**

Cet article porte sur Ficelles, un organisme régional d'insertion des femmes en emploi. Il se base sur des entrevues réalisées avec quatre informatrices clés. L'organisme y est brièvement présenté. Ensuite, la situation vécue par les organisatrices et travailleuses de Ficelles est exposée dans le contexte où il y a de nouvelles mesures sociales qui bouleversent le fonctionnement de l'organisme. Trois exemples de voies utilisées par Ficelles pour développer l'employabilité sont alors présentées : a) l'intégration en emploi; b) la formation à des métiers non traditionnels; c) les projets de création d'emplois. Enfin, l'article traite de la vision des informatrices par rapport à l'économie sociale. Celles-ci craignent de voir l'économie sociale devenir trop entrepreneuriale et négliger le secteur communautaire. De même, Ficelles hésite à diriger les femmes qu'elles encadrent vers des services de proximité qui sont des emplois traditionnellement féminins, souvent dévalorisés. L'article se termine en soulignant la nécessaire participation des organismes communautaires à l'orientation de l'économie sociale, notamment au sein des CLD.

---

33. Diady, Fatoumata et Nicole Thivierge. 1999. «Ficelles : une expérience d'économie sociale mise en œuvre par un collectif de femmes» *Économie et Solidarités*, vol. 30, no. 1, p. 142 à 159.

### **Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives<sup>34</sup>**

Ce livre s'adresse aux intervenants sociaux. Il propose des éléments de réflexion qui permettent de situer leur travail par rapport à un projet de développement de l'économie sociale et de développement local. Les cuisines collectives y sont présentées comme des pratiques sociales novatrices issues de l'action communautaire. Elles servent de cas exemplaires pour observer les nouveaux services de proximité qui s'organisent et les réseaux qui les animent. En les étudiant, l'auteure se questionne sur leur capacité à contribuer à l'insertion et au développement de l'économie sociale. Elle met alors en lumière le rôle qu'elles jouent dans la création d'un sentiment d'utilité: les participants y découvrent le pouvoir d'agir sur leur environnement. Dans ces expériences, l'implication des CLSC a un impact prépondérant ce qui fait ressortir l'importance du travail des intervenants communautaires pour favoriser la solidarité et la prise en charge collective. Ce livre s'appuie sur des recherches menées pendant cinq ans et il fait appel au travail social et à la psychologie communautaire pour mieux comprendre les enjeux identifiés. En conclusion, l'auteure indique que les cuisines collectives ont dépassé le stade de l'expérimentation. Elle insiste alors sur la nécessité de leur institutionnalisation pour assurer leur pérennité. Leur avenir repose aussi sur la souplesse de leur cadre d'intervention et sur leur capacité à mobiliser les populations puisqu'elles contribuent à la fois à la prévention sociale, à l'insertion, au développement des services de proximité, au développement communautaire et à la recomposition des réseaux sociaux.

---

34. Fréchette, Lucie. 2000. *Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 185 p.

## **L'économie solidaire : une perspective internationale<sup>35</sup>**

Ce livre est un ouvrage collectif qui réunit des textes sur des initiatives diverses : les services solidaires en Europe, les corporations de développement communautaires américaines, les groupes populaires et communautaires québécois et l'économie populaire au Chili. Ces initiatives sont analysées comme autant de lieux où on assiste à une recomposition des rapports entre l'économique et le social. Le livre s'amorce par une section qui expose la problématique de l'économie solidaire et qui contient un exemple européen. Par la suite, les pratiques américaines, québécoises et chiliennes sont présentées et analysées par des auteurs connaissant ces cas particuliers. Deux sections thématiques suivent : l'une traitant de l'État et de la «famille-providence» et l'autre de la dette sociale et de la question syndicale. La dernière section est consacrée aux enjeux de l'économie solidaire. À partir des initiatives analysées, une large réflexion s'ouvre alors sur l'État-providence, le partage du revenu, l'emploi, l'utilité sociale, l'intérêt général, le tiers secteur et l'économie sociale. On y suggère que les groupements d'économie solidaire constituent des institutions intermédiaires situées entre les acteurs qu'ils réunissent et les institutions établies. Ils sont ainsi des vecteurs d'accès à l'espace public qui prônent des changements institutionnels. Ainsi, pour se développer, l'économie solidaire aurait besoin d'une reconnaissance venant des pouvoirs publics. Dans cette perspective, l'État agirait comme partenaire de la société civile et non comme tuteur de l'économie solidaire.

---

35. Laville, Jean-Louis (dir.). 1994. rééditée en 2000, *L'économie solidaire : une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Sociologie économique, 334 p.

### **De la Puce communautaire à la Puce ressource informatique : une initiative dans le champ des nouvelles technologies<sup>36</sup>**

Ce cahier de recherche relate l'histoire d'une expérience novatrice d'économie sociale. L'entreprise née en 1984, sous forme d'organisme à but non lucratif (OBNL), a été créée par trois femmes qui se préoccupaient du décalage entre le développement des technologies et la capacité des individus à les utiliser. Elles ont ainsi démarré un projet de formation et de sensibilisation pour les habitants du quartier Hochalaga-Maisonneuve à Montréal. L'entreprise est maintenant composée d'une coopérative de travail et d'un OBNL. Elle comprend des activités d'éducation populaire aux nouvelles technologies et d'insertion au travail pour les femmes. De plus, elle offre des services de soutien et de gestion informatique aux individus, OBNL, syndicats et petites entreprises du quartier. L'exemple de cette entreprise fait tomber certains préjugés voulant que l'économie sociale ne peut pas se développer dans les secteurs de pointe, que des femmes ne peuvent pas être à la tête d'un projet qui connaît le succès et qu'une entreprise de ce secteur ne peut pas être viable si elle s'adresse à des clientèles défavorisées. La monographie est bâtie à partir de la grille de collecte de données du CRISES. Elle présente le contexte d'émergence de l'entreprise, les acteurs impliqués, la dimension organisationnelle, la dimension institutionnelle, des éléments de synthèse et les perspectives anticipées.

---

36. Cisneros, Manuel et Louis Favreau. 2001. *De la Puce communautaire à la Puce ressource informatique : une initiative dans le champ des nouvelles technologies*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 86 p.

## **L'économie sociale<sup>37</sup>**

Ce livre est composé de deux grandes parties. La première traite des organisations de l'économie sociale. L'auteur les divise en quatre catégories : les coopératives non financières, les mutualités d'assurances et de protection sociale, les associations de l'économie sociale et les établissements d'épargne et de crédit de l'économie sociale. Cette section dresse un portrait de ce qui se trouve en France tout en donnant des points de comparaison internationale. La seconde partie explore les processus de formation et de transformations de ces organisations. Pour situer sa théorie, l'auteur revient sur l'évolution du sens pris par la notion d'économie sociale. Dans cette section, on trouve les fondements de sa théorie concernant les activités, les acteurs et les règles de fonctionnement de l'économie sociale. Il y décrit l'organisation d'économie sociale comme la combinaison d'un groupement de personnes et d'une entreprise qui sont liés par un double rapport d'activité et d'association. Selon l'auteur, les organisations de l'économie adoptent des règles similaires parce qu'elles sont constituées d'acteurs qui ont des positions équivalentes dans la structure sociale et parce qu'elles occupent des places analogues dans l'économie.

---

37. Vienney, Claude. 1994. *L'économie sociale*, Paris, La Découverte, 126 p.

## **Thème 5 : Économie sociale et Microfinance**

### **«Les fonds de développement : esquisse d'un portrait»<sup>38</sup>**

Ce court article est tiré d'une communication faite au 62<sup>e</sup> congrès de l'ACFAS tenu en mai 1994 à Montréal. Il vise à répondre à deux questions. L'une porte sur les possibilités et les limites des institutions financières particulières qui existent au Québec et l'autre concerne les façons de favoriser la démocratie et la participation des communautés locales au développement économique. Les auteurs font ressortir que le développement économique et la création d'emploi ne peuvent plus reposer uniquement sur l'État et la grande entreprise. Les fonds de développement apparaissent alors comme un outil important au service du développement. Pour les petites entreprises qui n'ont pas accès au marché boursier, ils sont plus appropriés que le financement bancaire. Par ailleurs, pour qu'ils atteignent leur plein potentiel, il faut démocratiser l'économie et, pour cela, viser la participation politique et économique des acteurs locaux et régionaux.

---

38. Lévesque, Benoît, Marguerite Mendell et Solange Van Kemenade. 1995. «**Les fonds de développement : esquisse d'un portrait**», *Relations*, janvier-février 1995, p. 12 à 15.

## **La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi : le rôle de la microfinance<sup>39</sup>**

Ce rapport de recherche porte sur l'expérience québécoise de développement de fonds de capital de risque. Commanditée par l'Organisation internationale du travail (OIT), cette recherche sur la microfinance porte sur les fonds fournissant des investissements inférieurs à \$75 000. Constatant le vide de financement laissé par les banques, la recherche fait le tour des principaux dispositifs tels les SADC, Investissement Québec, les SOLIDE, etc. L'essentiel de cette recherche est repris et remis en contexte dans le cadre du livre dont l'intitulé est *Emploi, économie sociale et développement, les nouvelles filières* (Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001)

---

39. Lévesque, B. et M. Mendell avec la collaboration de R. Benoit, L. Favreau, D. Martel et R. Paquet. 2000. *La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi: le rôle de la microfinance*, CRISES (rapport de recherche pour le BIT), Montréal, 243 pages.

## **Microfinance et développement local / Micro-financing and Local Development<sup>40</sup>**

Ce document fait suite à une conférence internationale tenue à Montréal en 1997 portant sur les stratégies locales pour l'emploi et l'économie sociale qui a mis l'accent sur la question du financement. Il comporte deux parties. La première traite des instruments financiers servant au développement local et à l'économie sociale. Elle distingue deux types: ceux dédiés aux entreprises en général et ceux dédiés aux entreprises collectives. Dans la conclusion de cette partie, on lit que les instruments financiers peuvent être divisés selon l'objectif qu'ils poursuivent : soit qu'ils visent l'instauration de conditions pour que ceux à qui ils prêtent puissent réintégrer le système financier traditionnel, soit qu'ils essaient de transformer l'offre de produits financiers pour qu'elle soit adaptée à la demande. L'auteur y fait aussi ressortir que le financement public est un levier essentiel pour assurer le développement d'instruments financiers non traditionnels. La seconde partie s'intéresse aux banques dédiées au développement local et à l'économie solidaire. Elle présente trois cas : la South Shore Bank of Chicago située aux États-Unis, la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec), située au Canada et la Caisse solidaire du Nord-Pas-de-Calais, située en France. Cinq conclusions sont tirées de ces expériences. Premièrement, il existe une niche de marché pour ce type de banque. Deuxièmement, ce marché a une rentabilité. En troisième lieu, il apparaît que, pour développer de telles initiatives, il faut que les critères financiers utilisés pour analyser les projets soient modifiés. Quatrièmement, les conditions sociales et économiques du milieu doivent permettre l'instauration d'une synergie entre les acteurs, dont les pouvoirs publics. Cinquièmement, les banquiers doivent être les instigateurs des projets. Enfin, il semble que le type d'expériences décrit soit transférable.

---

40. Lebossé, Joël (1998), *Microfinance et développement local / Micro-financing and Local Development*, OCDE / IFDEC, Canada, 143 p. en français, 135 p. en anglais.

## **Originalité et impact de l'Action des SOLIDE sur le développement local et sur l'emploi au Québec<sup>41</sup>**

Ce texte a été préparé pour une présentation faite aux administrateurs et gestionnaires des Sociétés locales d'investissement pour l'économie et l'emploi (SOLIDE). Il vise à montrer que ces fonds sont des innovations sociales. On y lit que les SOLIDE sont des fonds orientés vers la microfinance, un créneau délaissé par les institutions financières. Elles ont un potentiel en termes d'impact sur le développement local et la création d'emplois. Elles arrivent à mobiliser des acteurs du milieu qui leur apportent des contributions financières et bénévoles. Elles relèvent alors d'une économie plurielle. L'auteur soulève que le potentiel des SOLIDE est lié à leur mission explicite de création d'emplois et de développement local. Plus spécifiquement, il est rattaché à trois idées : 1) le fait que le développement local s'accompagne d'une nouvelle vision de l'économie et du social ; 2) la contribution financière et la contribution non économique des SOLIDE au développement local ; 3) la contribution des SOLIDE à l'émergence d'un nouveau local circonscrit dans ses grandes lignes par les MRC.

---

41. Lévesque, B. 1999. *Originalité et impact de l'action des SOLIDE sur le développement local et sur l'emploi au Québec*, Montréal, Cahier du CRISES.

## **Économie sociale et développement local : des initiatives innovatrices pour les jeunes entrepreneurs au Québec<sup>42</sup>**

Cette thèse s'intéresse aux nouvelles formes de financement destinées aux jeunes entrepreneurs. Elle a pour objectif d'en faire ressortir la portée, les conditions d'émergence, les formes d'organisation et de fonctionnement, les critères de sélection, les politiques de financement et l'impact qu'elles ont sur le milieu. Elle cherche aussi à évaluer la pertinence de ces instruments dans le contexte de la crise du providencialisme et à cerner leur capacité à répondre aux besoins d'insertion des jeunes. Trois hypothèses ont été formulées. La première stipule que ces nouveaux outils financiers sont des innovations institutionnelles et organisationnelles. La deuxième suggère que la promotion de l'entrepreneuriat jeunesse par les acteurs locaux donne à celui-ci un sens nouveau. La troisième suppose que les initiatives de l'économie sociale répondent mieux aux demandes des jeunes et aux exigences du développement local. Pour expliquer la crise de l'emploi, les approches théoriques dominantes et celles de la nouvelle sociologie économique ont été examinées. La vérification des hypothèses s'est faite grâce à l'analyse sommaire de seize fonds faite par questionnaire et grâce à la réalisation de trois études de cas. Les informations ainsi recueillies permettent d'identifier deux types de fonds : ceux où l'innovation est clairement présente et d'autres, moins nombreux, adoptant une approche traditionnelle. L'auteure observe que le sens pris par l'entrepreneuriat jeunesse est différent lorsque les acteurs locaux le soutiennent. Ainsi, la consommation locale, l'échange d'expertise et la mise en réseau sont préconisés. Par ailleurs, les fonds, en faisant appel à des capitaux locaux, contribuent à la cohésion des territoires. Enfin, ils répondent mieux que les institutions financières traditionnelles aux besoins des jeunes en leur imposant des critères mieux adaptés.

---

42. Van Kemenade, Solange. 2000. *Économie sociale et développement local : des initiatives innovatrices pour les jeunes entrepreneurs au Québec*, Montréal, Cahier du CRISES, coll. Thèses et mémoires, vol. 2000 no. 3, 338 p.

## **Thème 6 : Économie sociale et Politiques publiques de l'emploi et de l'insertion**

### **«L'aide sociale»<sup>43</sup>**

En se basant sur l'examen de la trajectoire de 69 femmes monoparentales qui étaient inscrites à l'aide sociale en juillet 1993, cet article part de l'idée que les personnes assistées sociales ne sont pas les principales responsables de leur situation. Il vise alors à identifier d'autres responsables. Pour ce faire, l'auteur propose d'examiner la dynamique sociale qui mène à l'exclusion. Ce faisant, il identifie des facteurs qui ont un effet négatif sur le cheminement des personnes et d'autres qui ont un effet positif. Les mauvaises conditions offertes sur le marché du travail et le fait qu'elles ne permettent pas d'assumer des responsabilités familiales constituent le principal facteurs à effet négatif. La pauvreté et l'inquiétude budgétaire qui entraînent des problèmes de santé ou l'abandon scolaire en font aussi partie tout comme la non insertion dans des réseaux d'entraide et de soutien, la discrimination, la violence masculine et le harcèlement sexuel. Il apparaît aussi que les agents d'aide sociale ont un grand pouvoir et disposent de peu de temps avant de prendre les décisions qui risquent alors d'être arbitraires. Les facteurs à effet positif sont l'inclusion dans des réseaux familiaux, la vie dans une coopérative d'habitation, la participation à des stages communautaires et la pratique du bénévolat. L'examen de ces facteurs montre que la responsabilité de l'exclusion repose sur une multitude d'acteurs. Parmi ceux-ci, l'auteur identifie d'abord les employeurs qui offrent des conditions de travail insuffisantes aux exclus. Il pointe aussi l'ensemble de la population qui pratique la discrimination et qui bénéficie passivement de celle-ci.

---

43. McAll. C. 1996. «L'aide sociale», *Interface*, vol. 17, no. 2, p. 13 à 23.

**«Main-d'œuvre: Québec a-t-il une vision claire?»<sup>44</sup>**

et

**«Emploi-Québec : la formation continue doit être prioritaire»<sup>45</sup>**

Ces deux articles livrent la position de l'auteure sur Emploi-Québec. Dans le premier, elle déplore qu'Emploi-Québec soit soumis à la logique du ministère de la Solidarité sociale qui correspond aux principes de gestion de l'aide sociale où une relation de contrôle s'installe. Emploi-Québec gagnerait à fonctionner plutôt au sein de relations d'aides ou d'affaires. L'auteure se demande si le gouvernement du Québec a une vision des défis à relever en matière de main-d'œuvre et s'il a la volonté de le faire. Dans le second, elle se demande pourquoi le gouvernement du Québec a réduit le rôle des partenaires du marché du travail dans la gestion des services publics d'emploi alors que ceux-ci apportent des informations indispensables et que leur participation favorise l'adhésion aux décisions prises. Elle insiste aussi sur l'importance que la formation continue soit donnée en entreprises plutôt qu'en milieu scolaire. Elle soutient que la formation en entreprise favorise davantage l'intégration professionnelle.

---

44. Bellemare, Diane. 1999. «**Main-d'œuvre: Québec a-t-il une vision claire?»**, *La Presse*, 11 décembre, p. B3.

45. Bellemare, Diane. 1999. «**Emploi-Québec : la formation continue doit être prioritaire**», *La Presse*, 14 décembre, p. B3.

### **«Espoirs et impasses des pratiques de groupe d'insertion à l'emploi»<sup>46</sup>**

L'article présente les résultats d'une recherche sur les pratiques éducatives de groupe axées sur le développement de l'employabilité. Celle-ci a porté sur les pratiques en vigueur au Québec et au Canada de 1982 à 1996. L'article propose une description de ces pratiques puis une analyse en fonction de leurs objectifs, de leurs contenus et des influences théoriques qui y sont rattachées. L'analyse fait ressortir que les pratiques sont trop centrées sur le seul apprentissage de méthodes de recherche d'emplois ; qu'elles n'utilisent pas assez la dynamique des groupes comme approche de changement social et d'innovations collectives; qu'elles ne critiquent pas de façon adéquate le concept d'employabilité qui définit l'exclusion comme une responsabilité essentiellement individuelle. L'analyse conclue également que la mise en œuvre de ces pratiques se fait sans vision globale du développement de l'emploi. Les auteurs concluent sur la nécessité d'inscrire les pratiques éducatives de groupes en employabilité au sein d'une stratégie globale de développement d'emplois comprenant la recherche et le développement dans les entreprises, le partage du temps de travail et des emplois, le développement local et l'adoption de politiques monétaires appropriées.

---

46. Leclerc, Chantal, Yvan Comeau et Marie-France Maranda. 1996. «**Espoirs et impasses des pratiques de groupe d'insertion à l'emploi**» *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 3, no. 1, p. 107 à 131.

## **L'harmonisation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion<sup>47</sup>**

Cet avis du Conseil de la santé et du bien-être (CSBE) a été produit avec l'idée que l'harmonisation des politiques sociales contribuerait à l'accroissement de la santé et du bien-être de la population. Il a été fait avec l'appui d'un comité de travail composé d'acteurs divers. Le CSBE a choisi de se pencher sur les politiques concernant l'exclusion parce qu'il considère l'emploi comme une source de revenu qui permet d'augmenter le bien-être. Il croit qu'il faut évaluer en profondeur les performances de ces politiques plutôt que de réviser les interventions de l'État. L'ouvrage, comme la démarche du CSBE, est divisé en deux parties. La première expose le problème de l'exclusion. Elle décrit ses causes et examine la cohérence et l'efficacité des politiques publiques qui s'adressent à la main-d'œuvre prestataire d'aide sociale. La seconde est consacrée aux solutions à ce problème. Celles-ci sont élaborées avec l'idée que l'ensemble des acteurs de la société doit contribuer à la lutte à l'exclusion. On y trouve trois chapitres, chacun étant consacré à la contribution d'une catégorie d'acteurs à cette lutte. Ces catégories sont : le secteur de l'économie sociale, le secteur de l'intervention publique et les entreprises privées. Les solutions préconisées par le CSBE sont celles qui allient le développement de la main-d'œuvre avec le développement économique. Il propose finalement une harmonisation qui s'appuie sur un renouvellement des rapports entre l'État et la société civile ce qui va au-delà d'une révision des politiques publiques.

---

47. Québec, Conseil de la santé et du bien-être. 1996. *L'harmonisation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion*, 79 p.

**«La situation à Emploi-Québec : passage critique ou crise occultée»<sup>48</sup>**

Cet article analyse la crise connue à Emploi-Québec en 1999 et 2000 autour du rôle de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Cette analyse est issue d'un débat tenu au sein du comité aviseur sur les politiques en éducation des adultes de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA). Il en ressort que la CMPT est menacée de disparition puisqu'elle servirait de chien de garde au gouvernement plutôt que d'être un lieu de partenariat. L'ICÉA recommande alors de faire une recherche documentaire approfondie sur les conséquences des choix d'Emploi-Québec. Cette recherche serait appuyée par de témoignages. Le dossier alors constitué serait expédié aux ministères de l'Emploi et de l'Éducation.

---

48. Bérubé, Colette (2000), «**La situation à Emploi-Québec : passage critique ou crise occultée**», *Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes*, vol. 21 no. 3, p. 1 à 3.

## Bibliographie par auteur

Assogba, Yao. 2000. *Insertion des jeunes, organisation communautaire et société : l'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 153 p.

Aubry, François et Jean Charest. 1995. *Développer l'économie solidaire : Éléments d'orientation*, Montréal. CSN, 50 p.

Beaudoin, Lucie (sous la dir. de Louis Favreau). 2000. *Les pratiques d'insertion au Québec. Le processus d'institutionnalisation vu à partir d'une monographie du Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais.*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 174 p.

Beaudoin, Lucie et Louis Favreau. 2000. *Une entreprise d'insertion dans le domaine de l'environnement : l'expérience de l'Atelier du Chômeur du Bas-Richelieu inc.*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 37 p.

Bélanger, Paul, R. et Benoît Lévesque. 1992. «Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat» dans G. Daigle et G. Rocher (dir.) *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 713 à 747.

Bellemare, Diane et Lise Poulin-Simon. 1998. «Les coûts du chômage au Canada», dans P. Paquette et M. Seccareccia (dir.), *Vers le plein emploi. À la mémoire de Lise Poulin-Simon*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 177-196.

Bellemare, Diane. 1999. «Emploi-Québec : la formation continue doit être prioritaire», *La Presse*, 14 décembre, p. B3.

Bellemare, Diane. 1999. «Main-d'œuvre : Québec a-t-il une vision claire?», *La Presse*, 11 décembre, p. B3.

Bérubé, Colette. 2000. «La situation à Emploi-Québec : passage critique ou crise occultée» *Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes*, vol. 21 no. 3, p. 1 à 3.

Bidet, Éric. 2000. «Économie sociale : éclairage sur un concept méconnu », *Économie et Solidarités*, vol. 31, no 2, p. 64-81.

Bordeleau, Danièle. 1997. « Entre l'exclusion et l'insertion : les entreprises d'insertion au Québec» dans Comeau, Yvan (dir.). 1997. *Économie et Solidarités*, vol. 28, no., 2, p. 75 à 93.

Borzaga, Carlo. 1998. «Italie. L'impressionnant développement des coopératives sociales» dans Defourny, Jacques; Louis Favreau et Jean-Louis Laville. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 99 à 126.

Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative. 2000. *Les entreprises et les organisations du troisième système : un enjeu stratégique pour l'emploi*, Liège, CIRIEC, 144 p.

Chantier de l'économie sociale. 2001. *De nouveau nous osons... Document de positionnement stratégique*, Montréal, 28 p.

Cisneros, Manuel et Louis Favreau. 2001. *De la Puce communautaire à la Puce ressource informatique : une initiative dans le champ des nouvelles technologies*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 86 p.

Comeau, Y. et alii. 2001. *L'économie sociale et le plan d'action du Sommet sur l'économie et l'emploi*, Centre des services communautaires, Université Laval, 277 p.

Comeau, Yvan (dir.). 1997. «L'insertion sociale par l'économie» *Économie et Solidarités*, vol. 28, no, 2, 199 p.

Comeau, Yvan, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell. 2001. *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 302 p.

Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire. 1999. *Répertoire des groupes de ressources techniques en Économie sociale au Québec*.

Côté, Serge et Marc-Urbain Proulx (dir.) 1998. *Espaces en mutation*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, Université du Québec à Chicoutimi, 189 p.

Côté, Serge. 1999. «Délestage tapageur ou décentralisation tranquille» dans *Québec 1999*, Fides / Le Devoir, p. 341 à 350.

Côté, Serge, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx (dir.). 1997. *Action collective et décentralisation*, Rimouski, GRIDEQ / GRIR, Université du Québec à Rimouski / Université du Québec à Chicoutimi, 258 p.

CSN. 1996. *Nos outils collectifs*, Montréal, CSN (Service de l'information de la CSN), non paginé.

Defourny, Jacques, Louis Favreau et Jean-Louis Laville. 1998. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, 372 p.

Diady, Fatoumata et Nicole Thivierge. 1999. «Ficelles : une expérience d'économie sociale mise en œuvre par un collectif de femmes», *Économie et Solidarités*, vol. 30, no. 1, p. 142 à 159.

Favreau, Louis et Benoît Lévesque. 1996. *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p.

Fontan, J.-M. et C. Yaccarini. 1996. «Le Projet Angus: une expérience novatrice de mobilisation locale au cœur de Montréal», dans *Économie et Solidarités*, vol. 28, numéro 1, Presses de l'Université du Québec, Québec, p. 65 à 82.

Fréchette, Lucie. 2000. *Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 185 p.

Gaulejac, Vincent de et Isabel Toada Léonetti. 1994. *La lutte des places : insertion et désinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer, 287 p.

Groupe de travail sur l'économie sociale. 1996. *Osons la solidarité*, Montréal, Sommet sur l'économie et l'emploi.

Klein, Juan-Luis et Benoît Lévesque. 1995. *Contre l'exclusion : Repenser l'économie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 319 p.

Laflamme, Gilles; Paul-André Lapointe, Alain Larocque, Jacques Mercier, Sylvie Morel et Fernand Morin (dir.). 1997. *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 266 p.

Lafontaine, Danielle et Nicole Thivierge (dir.). 2000. *Le développement et l'aménagement des régions fragiles : à l'ère des mutations globales*, Rimouski, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, 149 p.

Laville, Jean-Louis (dir.). 1994. *L'économie solidaire : une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Sociologie économique, 334 p.

Laville, Jean-Louis. 1999. *Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de Brouwer, 217 p.

Lebossé, Joël. 1998. *Microfinance et développement local / Micro-financing and Local Development*, OCDE / IFDEC, Canada, 143 p. en français, 135 p. en anglais.

Leclerc, Chantal, Yvan Comeau et Marie-France Maranda. 1996. « Espoirs et impasses des pratiques de groupe d'insertion à l'emploi » *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 3, no. 1, p. 107 à 131.

Lévesque, B. et M. Mendell avec la collaboration de R. Benoit, L. Favreau, D. Martel et R. Paquet. 2000. *La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi: le rôle de la microfinance*, CRISES (rapport de recherche pour le BIT), Montréal, 243 pages.

Lévesque, B. 1999. *Originalité et impact de l'action des SOLIDE sur le développement local et sur l'emploi au Québec*, Montréal, Cahier du CRISES.

Lévesque, Benoît, Marguerite Mendell et Solange Van Kemenade. 1995. «Les fonds de développement : esquisse d'un portrait» *Relations*, janvier-février 1995, p. 12 à 15.

Lévesque, Benoît. 1997. «Démocratisation de l'économie et économie sociale» dans Laflamme, Gilles, Paul-André Lapointe, Alain Larocque, Jacques Mercier, Sylvie Morel et Fernand Morin (dir.). 1997. *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 87 à 123.

McAll. C. 1996. «L'aide sociale», *Interface*, vol. 17, no. 2, p. 13 à 23.

Paquet, Renaud, Louis Favreau et al. 2000. *Qualité de l'emploi et micro-entreprises soutenues par la microfinance*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull.

Payette, Michel. 1992. «Le Forum pour l'emploi : histoire et perspectives» *Interventions économiques pour une alternative sociale*, no. 24, p. 99 à 117

Québec, Conseil de la santé et du bien-être. 1996. *L'harmonisation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion*, 79 p.

Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2000. *Portrait de l'économie sociale au Bas-St-Laurent*, Rimouski, GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 118 p.

Van Kemenade, Solange. 2000. *Économie sociale et développement local : des initiatives innovatrices pour les jeunes entrepreneurs au Québec*, Montréal, Cahier du CRISES, coll. Thèses et mémoires, vol. 2000 no. 3, 338 p.

Vienney, Claude. 1994. *L'économie sociale*, Paris, La Découverte, 126 p.

## **Bibliographie par thème**

### **Thème 1 : Économie sociale et Insertion socio-professionnelle**

Assogba, Yao. 2000. *Insertion des jeunes, organisation communautaire et société : l'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 153 p.

Beaudoin, Lucie (sous la dir. de Louis Favreau). 2000. *Les pratiques d'insertion au Québec. Le processus d'institutionnalisation vu à partir d'une monographie du Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais.*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 174 p.

Beaudoin, Lucie et Louis Favreau. 2000. *Une entreprise d'insertion dans le domaine de l'environnement : l'expérience de l'Atelier du Chômeur du Bas-Richelieu inc.*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 37 p.

Bordeleau, Danièle. 1997. «Entre l'exclusion et l'insertion : les entreprises d'insertion au Québec» dans Comeau, Yvan (dir.). 1997. *Économie et Solidarités*, vol. 28, no., 2, p. 75 à 93.

Comeau, Yvan (dir.). 1997. «L'insertion sociale par l'économique» *Économie et Solidarités*, vol. 28, no, 2, 199 p.

Comeau, Yvan, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell. 2001. *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 302 p.

Favreau, Louis et Benoît Lévesque 1996. *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p.

Gaulejac, Vincent de et Isabel Toada Léonetti. 1994. *La lutte des places : insertion et désinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer, 287 p.

Klein, Juan-Luis et Benoît Lévesque. 1995. *Contre l'exclusion : Repenser l'économie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 319 p.

### **Thème 2 : Économie sociale, Emploi et Développement économique**

Bellemare, Diane et Lise Poulin-Simon. 1998. «Les coûts du chômage au Canada», dans P. Paquette et M. Seccareccia (dir.), *Vers le plein emploi. À la mémoire de Lise Poulin-Simon*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 177-196.

Comeau, Y. et alii. 2001. *L'économie sociale et le plan d'action du Sommet sur l'économie et l'emploi*, Centre des services communautaires, Université Laval, 277 p.

Laflamme, Gilles, Paul-André Lapointe, Alain Larocque, Jacques Mercier, Sylvie Morel et Fernand Morin (dir.). 1997. *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 266 p.

Laville, Jean-Louis. 1999. *Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de Brouwer, 217 p.

Lévesque, Benoît. 1997. «Démocratisation de l'économie et économie sociale» dans Laflamme, Gilles; Paul-André Lapointe, Alain Larocque, Jacques Mercier, Sylvie Morel et Fernand Morin (dir.). 1997. *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 87 à 123.

Paquet, Renaud, Louis Favreau et al. 2000. *Qualité de l'emploi et micro-entreprises soutenues par la microfinance*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull.

Payette, Michel. 1992. «Le Forum pour l'emploi : histoire et perspectives» *Interventions économiques pour une alternative sociale*, no. 24, p. 99 à 117

### **Thème 3 : Économie sociale et Développement local et régional**

Comeau, Yvan, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell. 2001 *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 302 p.

Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire. 1999. *Répertoire des groupes de ressources techniques en Économie sociale au Québec*.

Côté, Serge et Marc-Urbain Proulx (dir.) 1998. *Espaces en mutation*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, Université du Québec à Chicoutimi, 189 p.

Côté, Serge. 1999. «Délestage tapageur ou décentralisation tranquille» dans *Québec 1999*, Fides / Le Devoir, p. 341 à 350.

Côté, Serge, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx (dir.). 1997. *Action collective et décentralisation*, Rimouski, GRIDEQ / GRIR, Université du Québec à Rimouski / Université du Québec à Chicoutimi, 258 p.

Favreau, Louis et Benoît Lévesque. 1996. *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p.

Fontan, J.-M. et C. Yaccarini. 1996. «Le Projet Angus: une expérience novatrice de mobilisation locale au cœur de Montréal», dans *Économie et Solidarités*, vol. 28, numéro 1, Presses de l'Université du Québec, Québec, p. 65 à 82.

Lafontaine, Danielle et Nicole Thivierge (dir.). 2000. *Le développement et l'aménagement des régions fragiles : à l'ère des mutations globales*, Rimouski, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, 149 p.

Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2000. *Portrait de l'économie sociale au Bas-St-Laurent*, Rimouski, GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 118 p.

#### **Thème 4 : Économie sociale et Mouvements sociaux**

Aubry, François et Jean Charest. 1995. *Développer l'économie solidaire : Éléments d'orientation*, Montréal. CSN, 50 p.

Bélanger, Paul, R. et Benoît Lévesque. 1992. «Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat» dans G. Daigle et G. Rocher (dir.) *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 713 à 747.

Bidet, Éric. 2000. «Économie sociale : éclairage sur un concept méconnu », *Économie et Solidarités*, vol. 31, no 2, p. 64-81.

Borzaga, Carlo. 1998. «Italie. L'impressionnant développement des coopératives sociales» dans Defourny, Jacques, Louis Favreau et Jean-Louis Laville. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 99 à 126.

Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative. 2000. *Les entreprises et les organisations du troisième système : un enjeu stratégique pour l'emploi*, Liège, CIRIEC, 144 p.

Chantier de l'économie sociale. 2001. *De nouveau nous osons... Document de positionnement stratégique*, Montréal, 28 p.

Cisneros, Manuel et Louis Favreau. 2001. *De la Puce communautaire à la Puce ressource informatique : une initiative dans le champ des nouvelles technologies*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 86 p.

CSN. 1996. *Nos outils collectifs*, Montréal, CSN (Service de l'information de la CSN), non paginé.

Defourny, Jacques, Louis Favreau et Jean-Louis Laville. 1998. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, 372 p.

Diady, Fatoumata et Nicole Thivierge. 1999. «Ficelles : une expérience d'économie sociale mise en œuvre par un collectif de femmes», *Économie et Solidarités*, vol. 30, no. 1, p. 142 à 159.

Fréchette, Lucie. 2000. *Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 185 p.

Groupe de travail sur l'économie sociale. 1996. *Osons la solidarité*, Montréal, Sommet sur l'économie et l'emploi.

Laville, Jean-Louis (dir.). 1994. *L'économie solidaire : une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Sociologie économique, 334 p.

Vienney, Claude. 1994. *L'économie sociale*, Paris, La Découverte, 126 p.

### **Thème 5 : Économie sociale et Microfinance**

Lebossé, Joël. 1998. *Microfinance et développement local / Micro-financing and Local Development*, OCDE / IFDEC, Canada, 143 p. en français, 135 p. en anglais.

Lévesque, B. 1999. *Originalité et impact de l'action des SOLIDE sur le développement local et sur l'emploi au Québec*, Montréal, Cahier du CRISES.

Lévesque, Benoît, Marguerite Mendell et Solange Van Kemenade. 1995. «Les fonds de développement : esquisse d'un portrait» *Relations*, janvier-février 1995, p. 12 à 15.

Lévesque, B. et M. Mendell avec la collaboration de R. Benoit, L. Favreau, D. Martel et R. Paquet. 2000. *La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi: le rôle de la microfinance*, CRISES (rapport de recherche pour le BIT), Montréal, 243 p.

Van Kemenade, Solange. 2000. *Économie sociale et développement local : des initiatives innovatrices pour les jeunes entrepreneurs au Québec*, Montréal, Cahier du CRISES, coll. Thèses et mémoires, vol. 2000 no. 3, 338 p.

### **Thème 6 : Économie sociale et Politiques publiques de l'emploi et de l'insertion**

Bellemare, Diane. 1999. «Emploi-Québec : la formation continue doit être prioritaire», *La Presse*, 14 décembre, p. B3.

Bellemare, Diane. 1999. «Main-d'œuvre : Québec a-t-il une vision claire?», *La Presse*, 11 décembre, p. B3.

Bérubé, Colette. 2000. «La situation à Emploi-Québec : passage critique ou crise occultée» *Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes*, vol. 21 no. 3, p. 1 à 3.

Leclerc, Chantal, Yvan Comeau et Marie-France Maranda. 1996. « Espoirs et impasses des pratiques de groupes d'insertion à l'emploi » *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 3, no. 1, p. 107 à 131.

McAll. C. 1996. «L'aide sociale», *Interface*, vol. 17, no. 2, p. 13 à 23.

Québec, Conseil de la santé et du bien-être. 1996. *L'harmonisation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion*, 79 p.

## **Sites Internet**

ARUC-Économie sociale (Alliance de Recherche Université-Communautés)

<http://www.aruc-es.uqam.ca/>

CIRIEC (Centre Interdisciplinaire de Recherche et d'Information sur les entreprises collectives)

<http://www.unites.uqam.ca/ciriec/>

COCDMO (Coalition des Organismes Communautaires pour le Développement de la Main-d'œuvre)

<http://www.cocdmo.qc.ca/>

CRISES (Centre de Recherche sur les Innovations Sociales dans l'Économie Sociale, les Entreprises et les Syndicats)

<http://www.unites.uqam.ca/crises/>

CSMO-Économie sociale Action communautaire (Comité Sectoriel de Main-d'œuvre)

<http://www.csmoesac.qc.ca/>

ESSBE (L'Équipe Économie Sociale, Santé et Bien-être)

<http://www.unites.uqam.ca/essbe/index.html>

CRDC (Chaire de recherche en développement communautaire et GÉRIS (Groupe d'Étude et de Recherche en Intervention Sociale)

<http://www.uqah.quebec.ca/crdc-geris/index.html>

## Liste des cahiers de l'ARUC-és

### 1. Collection INTERVENTIONS

no	titre	ISBN	pges
I-01-2001	<b>L'innovation sociale : un élément fondamental d'une politique scientifique équilibrée</b> Mémoire présenté par le Chantier d'économie sociale à Jean Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie	2-89276-203-0	16 p.
I-02-2001	<b>Économie sociale et évaluation, état du dossier au Québec</b> par Nancy Neantam Document présenté au Forum sur l'innovation sociale de l'OCDE Septembre 2000	2-89276-204-9	26 p.
I-03-2001	<b>New Forms of Financing Social Economy Enterprises and Organisations in Quebec</b> par Margaret Mendell, Université Concordia, Benoît Lévesque, UQÀM, Ralph Rouzier, Université Concordia Collaboration entre le Programme LEED, la Commission européenne et le fonds Marshall U.S. pour l'Allemagne.	2-89276-205-7	49 p.
1-04-2001	<b>Économie sociale et solidaire dans un contexte de mondialisation : pour une démocratie plurielle</b> par Benoît Lévesque Communication présentée à la 2 <sup>e</sup> rencontre internationale à Québec du 9 au 12 octobre 2001 sur le thème « Globalisation de la solidarité » Copublication Crises/Aruc en économie sociale	2-89276-210-7	25 p.

### 2. Collection TRANSFERT

no	titre	ISBN	pges
T-01-2002	<b>Recension de textes pertinents : Économie sociale, développement de l'emploi et insertion au Québec</b> par Louis Favreau et Geneviève Huot	2-89276-202-2	23 p.

### 3. Collection RECHERCHE

R-01-2001	<b>Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation</b> par Marie Bouchard	2-89276-202-2	23 p.
R-02-2001	<b>Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées et au Québec : vers l'émergence de systèmes régionaux de régulation des initiatives locales?</b> par Régis Guillaume du Centre interdisciplinaire d'études urbaines. Maison de la recherche, Toulouse, France	2-89276-211-1	22 p.
R-03-2001	<b>Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport synthèse</b> par Barbara Pfister, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin	2-89276-214-6	36 p.

**Collection RECHERCHE (suite)**

R-04-2001	<b>Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport Analytique</b> par Barbara Pfister, Michel Rochefort et Joanie Rollin, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin	2-89276-215-4	243 p.
R-05-2001	<b>Portrait des passerelles au sein de l'économie sociale au Québec</b> par Geneviève Huot Projet de coopération France-Québec en économie sociale et solidaire	2-89276-220-0	80 p.
R-01-2002	<b>Le développement régional aux États-Unis et en Europe : Neuf études de cas</b> par Carole Tardif, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque	2-89276-221-7	50 p.
R-02-2002	<b>Système d'information et d'évaluation en économie sociale</b> par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry, sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière	2-89276-222-7	34 p.
R-03-2002	<b>Portail de l'économie sociale au Québec : Un concept de système d'information et d'évaluation</b> par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry, sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière	2-89276-223-5	22 p.

---

**Alliances de recherche  
universités-communautés  
en économie sociale**

UQÀM, C.P. 8888, Succ. Centre-Ville  
Montréal (Qc) Canada H3C 3P8  
Adresse civique : 1290 rue St-Denis, 10<sup>e</sup> étage  
Montréal, Québec, H2X 3J7

Téléphone : (514) 987-3000, poste 2574  
Télécopieur : (514) 987-6913

Site WEB : [www.aruc-es.uqam.ca](http://www.aruc-es.uqam.ca)  
Courriel : [aruc-es@uqam.ca](mailto:aruc-es@uqam.ca)

---